

TSR > TENDANCE SYNDICALE RÉVOLUTIONNAIRE

ANIMÉE PAR DES SYNDIQUÉS SUD-RAIL ET CGT-FO DE PARIS-EST

Edition n°2. Mois de janvier 2015



NON A LA RÉFORME FERROVIAIRE



A B R O G A T I O N

CCN ! IL N'Y A RIEN A NEGOCIER

EXTENSION DU STATUT

A TOUS LES TRAVAILLEURS DU RAIL

POUR FAIRE RECULER SNCF ET GOUVERNEMENT

ORGANISONS NOS COMITES DE LUTTE ET COORDONNONS-NOUS

CONVENTION COLLECTIVE NATIONALE! IL N'Y RIEN A NEGOCIER !

Les articles 33 et 34 de la réforme ferroviaire abrogent le régime de travail des cheminots. S'il n'y a rien à attendre de la CFDT et de l'UNSA qui accompagnent ouvertement la réforme ; la CGT, Sud-Rail et FO qui se revendiquent de la défense des cheminots doivent rompre ces négociations qui entérineront un recul. Si négociations il y a, cela doit être sur la base de l'extension et amélioration du statut.

POUR FAIRE RECULER LA SNCF ET LE GOUVERNEMENT ! ORGANISONS-NOUS EN COMITES DE LUTTE ET COORDONNONS-NOUS !

Rien de bon ne sortira des négociations sur la convention collective. N'attendons pas que celle-ci soit effective pour nous défendre. Les cheminots, les militants syndicaux et politiques sincèrement dévoués aux intérêts de leur classe doivent aider à l'organisation de la riposte et cela passe par réunir les cheminots.

Depuis la grève de juin, les cheminots ne se sont pas réunis. Force est de constater que ce n'est pas la priorité des syndicats. Pourtant c'est dans les AG que doit être débattue l'orientation que les cheminots veulent face à cette attaque : l'accompagner ou l'abroger ? Participer ou pas à la négociation de la CCN ? Comme doivent être débattus les moyens à mettre en œuvre pour repousser cette attaque : mouvement corporatiste, catégoriel ou œuvrer au tous ensemble ?

Personne ne doit décider à la place des cheminots. Alors formons nos comités de lutte pour passer à l'offensive !

IL N'Y A PAS DE BONNES REFORMES SOUS LE CAPITALISME NON AUX CRITERES DE RENTABILITES CAPITALISTES

Les syndicats opposés à la réforme dénoncent l'éclatement en trois EPIC de la SNCF comme si le retour à un seul EPIC ou à un Service Public d'Etat réglerait le problème. Avant la réforme, l'EPIC SNCF comptait près de 1000 filiales, pratiquait la sous-traitance en cascade, et avait déjà privatisé certaines activités. Le problème était que la SNCF était soumise à des critères capitalistes de rentabilités. Tendance qui va s'accroître avec cette réforme.

Retour au monopole public d'Etat alors? C'est croire que l'Etat pourrait mener une autre politique. Or il est à la manœuvre depuis des années pour organiser la casse de la SNCF et plus largement celle des services publics. Cet Etat n'est pas au service de la population mais des classes dirigeantes. La nationalisation sans contrôle ouvrier sur la production par des comités de travailleurs est un leurre.

POUR UNE SNCF PUBLIC A 100% !

CONTROLE DES SALARIES SUR LA PRODUCTION

Défendre le Service Public sans remettre en cause ouvertement les normes capitalistes, sans dénoncer l'Etat et la nécessité du transfert des moyens de production entre les mains des salariés, c'est rester sur le terrain du capitalisme.

Défendre la SNCF en tant que Service Public et plus largement l'ensemble des services Public, c'est lutter pour le contrôle des salariés et de la population sur ces derniers. Il faut arracher les entreprises aux mains des capitalistes privés ou de l'Etat pour instaurer une gestion ouvrière.

**LE
POUVOIR
AUX
CONSEILS
DE
TRAVAILLEURS**

Cette gestion n'est possible que si, nous, les travailleurs, mettons en place des comités au travers desquels nous pourrions exercer notre contrôle sur la production et l'économie.

Ce n'est qu'à cette condition (la fin de la propriété privée des moyens de production) que l'on pourra produire en fonction des besoins réels de la population tout en respectant les conditions de travail des salariés et non en fonction des intérêts de la minorité capitaliste qui monopolise les richesses grâce à cette même propriété privée.





La TSR... UNE TENDANCE SYNDICALE REVOLUTIONNAIRE!

Les camarades à l'origine de la TSR sont issus du syndicat Sud-Rail. Certains d'entre eux militent aujourd'hui à FO. Cette tendance a vu le jour à la suite du mouvement de juin et de manœuvres bureaucratiques et antidémocratiques à l'encontre de certains de nos camarades actuels liées à leur orientation syndicale révolutionnaire.

Bien que nous défendions une orientation révolutionnaire, nous n'en faisons pas un préalable pour s'organiser avec la TSR. La tendance est ouverte à tous les syndiqués quel que soit son appartenance syndicale. Nous n'avons pas pour but de créer un énième syndicat. Nous voulons permettre l'union entre les syndiqués voulant agir sur un terrain de classe avec les révolutionnaires au sein d'une tendance commune à tous les syndicats.

UNIR LES SYNDIQUÉS DE TOUTES LES ORGANISATIONS SYNDICALES SUR UNE ORIENTATION RÉVOLUTIONNAIRE ET DE LUTTE DE CLASSE

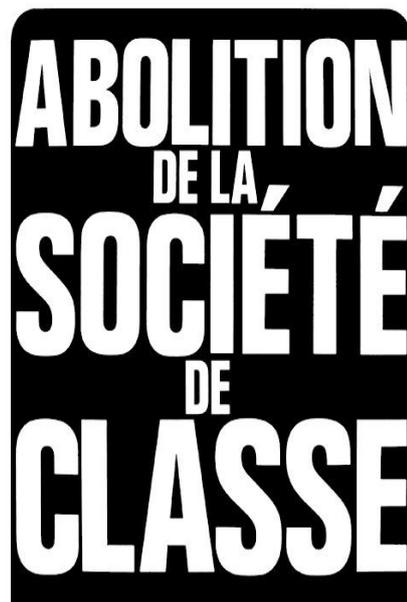
Une orientation révolutionnaire

Nous nous réclamons du syndicalisme révolutionnaire, base sur laquelle la CGT s'est constituée fin 19ème / début 20ème au travers de ses premiers congrès et de la Charte d'Amiens. Nous voulons œuvrer au développement d'un courant syndical révolutionnaire et renouer avec une orientation qui ne s'accommode pas du capitalisme contrairement à l'ensemble des directions syndicales, qu'elles s'affichent ou non comme ouvertement réformistes. Renouer mais aussi réactualiser le programme syndical révolutionnaire à la lumière de l'expérience révolutionnaire du prolétariat international.

Nous sommes pour le renversement de la dictature du capital et l'instauration d'une république des travailleurs à l'image de la Commune de Paris.

Notre orientation est la suivante:

- Abolition du salariat et expropriation du capital
- La lutte de classe, la grève générale, la révolution
- L'antiétatisme, la lutte contre l'Etat bourgeois, son parlement
- L'antipatriotisme, l'internationalisme ouvrier
- L'indépendance des travailleurs vis à vis de la bourgeoisie, de ses partis, de son Etat et de toutes les religions.
- L'autonomie des travailleurs dans leur lutte en promouvant l'action directe
- Le contrôle des travailleurs sur leurs mouvements de lutte (comités de grève, comité de travailleurs...)



Une orientation de classe!

- Pas de dialogue social
- Pas de clientélisme
- Défense inconditionnelle des salariés face aux patrons
- Dénonciation de l'éparpillement organisé des luttes
- Dénonciation de la politique collaborationniste de classe des directions syndicales
- Favoriser l'autonomie et l'auto-organisation ouvrière (AG souveraine, comité de grève, coordination...)
- Aider à l'unification des luttes en une lutte de classe



Pour nous contacter : tsrevolution.contact@gmail.com

CHEMINOTS, POSTIERS, HOSPITALIERS, INTERMITTENTS, PRECAIRES, DU PUBLIC COMME DU PRIVE, AVEC OU SANS EMPLOIS, AVEC OU SANS PAPIERS, CE GOUVERNEMENT ATTAQUE TOUS LES TRAVAILLEURS !

**TOUS ENSEMBLES ! ORGANISONS NOS COMITES ! COORDONNONS-NOUS !
CONTRÔLONS ET DIRIGEONS NOS LUTTES !**

Face à un gouvernement et un patronat de casse social On ne dialogue pas !

Depuis les grèves de juin, alors que ce gouvernement met à l'ordre du jour la casse généralisée des services publics, attaque le public comme le privé, s'en prend aux travailleurs avec ou sans emplois, les mouvements de mécontentement se sont multipliés. Mais ils sont restés catégoriels ou sectoriels sans jamais se généraliser : tantôt une région, tantôt une ville, tantôt un secteur d'activité...

Quant aux journées d'action, loin de faire monter la pression par rapport à la dernière grève, elles ne servent qu'à la faire descendre.



Elles n'aident en rien à développer l'organisation de la riposte mais, au contraire, à lâcher la vapeur quand la colère est trop grande dans un secteur....

Pourtant, plus que jamais, nous subissons une attaque d'ensemble et de grande ampleur. Les directions syndicales sont maintenant quasiment unanimes à ne proposer que des

actions inefficaces qui ne font que nous décourager.... Et elles participent aux négociations qui s'intègrent dans des réformes dont nous ne voulons pas au lieu de développer sa contestation...

Se mobiliser et manifester ne suffit pas !

En juin, à la SNCF, chez les INTERMITTENTS ou à AIR FRANCE nous avons été fortement mobilisés. Nous avons été en grève reconductible. Nous avons manifesté ensemble. Beaucoup d'entre nous nous pensait cela suffisant. Nous avons chèrement appris que non. Nous n'avions toujours pas pris la mesure de l'adversaire. Beaucoup pensait le gouvernement Hollande-Valls affaiblit suite aux défaites électorales. C'était d'ailleurs le point de vue diffusé par les syndicats. Comme les PSA, les CONTI et bien d'autres, les cheminots comme les intermittents ou les pilotes de lignes ont perdu ! Usines fermés pour certains, réformes pour les autres !

Assez des stratégies de division ! Renouons avec des méthodes de lutte de classe !

Formons nos comités de travailleurs et coordonnons-nous pour diriger et contrôler nos luttes

Nous devons rompre avec les stratégies syndicales qui nous menées jusqu'à maintenant à l'échec. Se mobiliser, manifester ne sert à rien. Pas plus que la grève reconductible si n'est pas pour faire reculer le gouvernement mais dialoguer ou ouvrir de vraies négociations. Ce qui nous a manqué dans ces grèves ? Nous unir pour chercher l'extension des mouvements grévistes et la transformation de ceux-ci en un seul et même mouvement. C'est ce qui avait fait la force des grèves générales de 36 ou 68. Quand un secteur part en grève, il doit avoir comme objectif l'extension du mouvement gréviste et le blocage de la production.

Pour mettre un terme à ces stratégies perdantes et renouer avec des méthodes de luttes de classe, il est impératif que les travailleurs se réunissent débattent de la situation et s'organisent pour se défendre et passer à l'offensive. Partout où il est possible nous devons former nos comités de lutte et nous coordonner pour mener campagne nous même pour la défense de nos conditions de vie et de travail. Il est vital de se réapproprié nos luttes et de les contrôler et d'arrêter de nous remettre aux organisateurs des défaites que sont les directions syndicales !

Mettons à l'ordre du jour la grève générale reconductible avec occupation des lieux de production !

Dans ces comités de lutte, les assemblées doivent mettre à l'ordre du jour la question de la grève générale reconductible. Les assemblées qui se prononceraient sur cette orientation doivent le faire savoir en le diffusant autour d'eux. Elles doivent appeler d'autres salariés à tenir des AG pour discuter de cette orientation et la faire voter. Nous devons trouver les moyens de nous coordonner pour populariser ce mot d'ordre dans nos entreprises, nos quartiers, nos villes....

UNIFIONS NOS LUTTES ? NOS GREVES EN UNE SEULE ET MÊME LUTTE CONTRE LE CAPITALISME ! UNE LUTTE DE CLASSE !